



© Enabel

Enabel au Burkina Faso

Programme de coopération gouvernementale Belgique – Burkina Faso

La Coopération gouvernementale entre le Burkina Faso et la Belgique a débuté officiellement en 1993. Après une interruption en 2004, cette coopération a repris en 2016, avec d'abord la signature d'un programme de coopération de démarrage 2016-2021 et ensuite un programme de coopération 2019-2023.

Ce dernier programme vise des résultats concrets dans l'entrepreneuriat, la police de proximité, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que le renforcement des capacités des services publics (parties prenantes du programme de coopération).

Priorités

2016-2021 : Projet d'appui aux droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de la ville de Fada N'Gourma (PADAEPA)

Financé par la Belgique à hauteur de 10 millions d'euros, ce projet est le premier mis en œuvre par Enabel après la reprise de la coopération en 2016. Le PADAEPA développe une approche fondée sur les droits humains, conformément aux orientations nationales du secteur de l'eau et de l'assainissement. L'objectif est de contribuer à l'accès durable à l'eau potable, à l'assainissement et à la promotion du droit d'accès à ces services en milieu urbain. Cet objectif est atteint à travers :

- l'amélioration des capacités de production en eau au moyen du renforcement du système d'adduction d'eau potable dans la ville de Fada N'Gourma ;
- la réhabilitation et la construction de cabines de latrines scolaires équipées (lave-mains, puisards, urinoirs).

2019-2023 : Programme pour le développement économique et social inclusif et durable de la région du Centre-Est

Le programme de coopération Belgique-Burkina Faso 2019-2023 est basé sur les priorités du gouvernement burkinabè (Plan national de développement économique et social) et celles de la Coopération belge au développement. L'objectif est de contribuer au développement économique et social inclusif et durable de la région du Centre-Est.

1

Promotion de l'entrepreneuriat inclusif et durable, et création d'emplois décents

D'un montant de 24 millions d'euros, cette intervention envisage :

- la consolidation de 200 petites et moyennes entreprises (PME) locales ;
- la spécialisation de 50 entreprises dans les domaines de l'économie verte ;
- l'appui à 750 promoteur·rices ;
- la mise à disposition aux banques et aux services financiers décentralisés d'un fonds de garantie pour les investissements des PME ;
- la construction d'un bâtiment à haute performance énergétique et d'un espace de promotion de l'innovation et de la culture entrepreneuriale.

Opportunités d'emplois et de création d'entreprises

2

Appui à la police de proximité

Cette intervention de 4 millions d'euros prévoit :

- la réhabilitation et la construction de postes de police ;
- la fourniture de l'équipement de base aux postes de police ;
- le renforcement des capacités et l'accompagnement technique des forces de sécurité intérieure avec des missions d'expertise de la Police fédérale belge ;
- l'appui à la mise en œuvre des plans communaux de sécurité et à la mise en place des coordinations communales de sécurité.

Opérationnalisation d'une approche de police de proximité

Thèmes transversaux



Environnement et changement climatique

En phase avec la Politique nationale de développement durable, l'attention accordée à l'environnement ciblera des actions à différents niveaux. L'énergie solaire sera considérée comme une solution alternative pour promouvoir des activités économiques et des services en milieu rural, ce qui permettra aussi de mobiliser et de valoriser l'expertise belge en la matière.



Égalité des genres

Le programme de coopération au Burkina Faso entend combattre les inégalités de droits et de chances liées au genre. Il veut promouvoir les droits des femmes et des jeunes filles. Un des objectifs est de parvenir à une plus grande participation des femmes et des jeunes filles au développement économique et social de la région du Centre-Est.

3

Santé et droits sexuels et reproductifs

D'une valeur de 4 millions d'euros, cette intervention vise :

- la consolidation et la pérennisation d'une plateforme interactive pour les jeunes ainsi que le développement de produits d'information et d'outils de communication accessibles ;
- l'élaboration de stratégies diversifiées de sensibilisation et de communication pour induire un changement des comportements ;
- l'organisation d'un modèle de prise en charge afin de renforcer le système de protection des victimes de violences basées sur le genre ;
- l'identification et l'accompagnement de femmes et filles à risque et/ou avec des besoins spécifiques en santé et droits sexuels et reproductifs.

Planification familiale

Sensibilisation aux violences à l'égard des femmes et des filles

4

« Paas-Panga » : formations, études et consultations

Cette intervention de 4 millions d'euros prévoit :

- l'activation de compétences innovantes et numériques, d'échanges, de la cocréation de réseaux ou d'événements, et d'appuis techniques ;
- l'appui à des approches D4D spécifiques aux droits humains, au genre et à l'environnement ;
- la formation des acteurs de la société civile à leurs rôles de participation citoyenne.

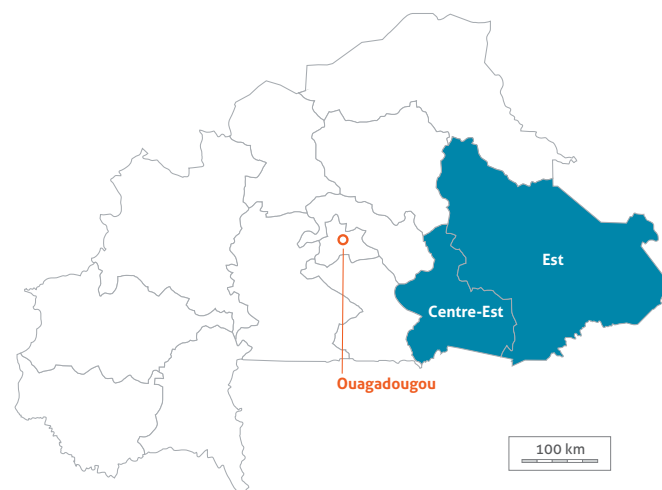
Renforcement des compétences techniques, numériques et managériales des parties prenantes

Répartition des engagements financiers 2019-2023



- 45% Entrepreneuriat
- 21% Sécurité
- 19% Eau et assainissement
- 8% Santé et droits sexuels et reproductifs
- 7% Renforcement des capacités

Concentration géographique du programme de coopération



Digitalisation

Le numérique peut aider à la création et à l'amélioration des performances des organisations et des entreprises, nouer des liens entre les citoyens et l'administration, et permettre une meilleure diffusion et visualisation de tous les types de données. Le programme va contribuer à la recherche de solutions numériques et accompagner les partenaires burkinabè dans l'application des technologies les plus adaptées au contexte.



Approche basée sur les droits humains

Enabel veut contribuer à la promotion et à la réalisation des droits humains, tels que définis par les traités internationaux, avec un focus sur les droits économiques (p. ex., libre initiative, emplois décents), en n'occultant pas les droits à l'intégrité physique (sécurité). L'approche basée sur les droits humains sera abordée selon les principes de la non-discrimination, la participation et la redevabilité.

Autres actions d'Enabel au Burkina Faso



Au Burkina Faso, sous financement de l'Union européenne, Enabel intervient également dans le domaine de la sécurité.

Appui à la stabilisation de la région de l'Est

- Durée : 2019-2021
- Budget : 4 millions d'euros

Depuis le 1^{er} novembre 2019, et ce, pour une durée de 18 mois, Enabel met en œuvre une action destinée à contribuer au processus de stabilisation du pays, notamment dans les régions Est et Centre-Est, en appuyant le secteur de la sécurité et l'optimisation des forces de sécurité intérieure.

C'est le deuxième projet mis en œuvre par Enabel sous financement de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité. En effet, de 2016 à 2019, le Projet d'appui au renforcement de la sécurité intérieure (PARSIB 1 et 2), d'une valeur avoisinant les 8 millions d'euros et mis en œuvre à Ouagadougou puis à Bobo-Dioulasso, a appuyé les autorités burkinabè, d'une part, dans l'optimisation des forces de sécurité intérieure et, d'autre part, dans la réforme du secteur de la sécurité.

Appui à la composante Police-G5 Sahel

- Durée : 2020-2021
- Budget : 3,5 millions d'euros

Depuis le 1^{er} janvier 2020, Enabel met également en œuvre, sous financement de l'UE, le Projet d'appui à la composante Police-G5 Sahel (COPOL) pour une durée de 18 mois. L'objectif est de contribuer à la stabilisation de la région et à la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale dans la zone d'action de la force conjointe du G5 Sahel.

À propos d'Enabel

Enabel est l'Agence belge de développement. Elle exécute et coordonne la politique belge de développement international et travaille principalement pour le compte de l'État belge. L'Agence met également en œuvre des actions pour d'autres organisations nationales et internationales. Avec 1.500 collaborateurs, dont plus de 70 % de personnel local, Enabel gère quelque 150 projets, essentiellement dans des États fragiles d'Afrique.

Depuis la reprise de la coopération en 2016, l'Agence belge de développement a un bureau de représentation à Ouagadougou, dans les mêmes locaux que l'Ambassade de Belgique.



**Agence belge de développement
au Burkina Faso**

417 Avenue Kwame N'Kruma (en face du restaurant le Coq bleu)
2^e étage de l'immeuble de l'Autorité de développement intégré
de la région du Liptako-Gourma
BP 138 Ouagadougou
T + 226 25 33 31 54
representation.bkf@enabel.be
enabel.be



Belgique

partenaire du développement